



SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL
SERVICIO POSTAL MEXICANO
“CORREOS DE MÉXICO”

COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL



**BOLETÍN DE INFORMACIÓN BI-MENSUEL –
ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DU SECTEUR POSTAL À L'ÉCHELLE MONDIALE**

N° 6

QUINZAINE 14 – 2026 (16 JUILLET – 31 JUILLET 2026)

États-Unis

- L'American Postal Workers Union (APWU) a mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs dans des villes telles que New York, Washington D.C., Denver, Fort Worth et Salt Lake City. Fonds d'urgence face à l'insolvabilité: le directeur général de l'USPS a prévenu que l'agence serait à court de liquidités avant février 2027 si le Congrès ne relevait pas le plafond de la dette. Le syndicat réclame des réformes urgentes pour éviter tout défaut de paiement des salaires.
- Parallèlement, la tension est montée au sein de la National Association of Letter Carriers (NALC), le syndicat représentant 200 000 facteurs américains. Passage à l'arbitrage faute d'accord : la période de médiation de 60 jours ayant expiré en juillet, la négociation collective s'oriente vers un arbitrage obligatoire en raison de l'impasse sur les revendications salariales.

CANADA

- Le syndicat des postiers a fait entendre sa voix le 24 juillet 2026 face à des informations indiquant que le gouvernement fédéral canadien cherche à accélérer des changements structurels radicaux au sein du service postal sans ouvrir le débat aux citoyens. Le STTP (CUPW) a dénoncé l'absence d'audiences et a exigé que le grand public puisse se prononcer sur toute tentative de restructuration ou de réduction des services publics essentiels.
- Le 29 juillet 2026, Postes Canada et l'Association of Postal Officials of Canada (APOC) — le syndicat représentant les superviseurs et le personnel d'encadrement postal — ont franchi une étape décisive en finalisant les termes d'un accord de principe. S'il est ratifié par la base, cet accord restera en vigueur jusqu'au 31 mars 2030. Mettant fin à des mois de conflit, ce pacte clôt un cycle de négociations complexes entamées en mars et rétablit une stabilité opérationnelle à long terme pour l'entreprise.

COSTA RICA

- Renouvellement du Conseil d'administration : La période de dépôt des candidatures pour siéger au Conseil d'administration de Correos de Costa Rica SA a été officiellement ouverte pour la semaine du 17 au 23 juillet 2026. Les syndicats suivent de près ce processus public, car la nomination des nouveaux administrateurs déterminera les futures politiques de négociation des conventions collectives ainsi que la politique salariale de l'entreprise publique.
- Ajustements concernant les démarches migratoires et consulaires : Face à l'accumulation de services externalisés dans les bureaux de poste (tels que la remise de passeports et de cartes DIMEX, ainsi que le traitement de documents migratoires), les représentants du personnel exigent un renforcement des effectifs sur site afin d'éviter une paralysie opérationnelle et de prévenir le stress au travail aux guichets pour le second semestre de l'année.

URUGUAY

- Perte nette d'emplois : Le syndicat a dénoncé le fait que l'organisme compte actuellement moins de 1 500 employés, contre plus de 2 000 au sein du service postal il y a quelques années. Il affirme que 90 à 100 postes sont perdus chaque année, principalement en raison de départs à la retraite non remplacés par l'État.
- Opposition aux coupes budgétaires : Les travailleurs de la poste se sont activement ralliés aux directives de la Table syndicale de coordination des organismes publics (MSCE) et de la centrale syndicale PIT-CNT, en participant aux manifestations de juillet contre les plafonds de rémunération du personnel et les réductions budgétaires qui affectent directement le rôle logistique et social des entreprises publiques.

ESPAGNE

- Lacunes et « privatisation déguisée » : Le syndicat a dénoncé le fait que, bien qu'elle réalise des bénéfices se chiffrant en millions grâce à la vente de son patrimoine, la direction oblige les facteurs ruraux à vendre des assurances privées ; il s'agit d'une tâche étrangère à leur mission postale fondamentale qui surcharge le personnel.
- Manifestations : Le 29 juillet 2026, la CGT a mené une manifestation devant le siège central de la poste (Correos) à Madrid. Cette mobilisation intervient à l'une des périodes les plus délicates de l'année pour les effectifs — la seconde quinzaine de juillet — alors que des milliers de travailleurs sont en congé et que la charge de travail continue de peser sur des équipes de plus en plus réduites.

PORTUGAL

- En juillet 2026, la deuxième phase de l'accord conclu entre la direction de CTT et le Syndicat national des travailleurs des postes et télécommunications (SNTCT) est officiellement entrée en vigueur. Structure de l'augmentation : après une hausse initiale de 2 000 € du salaire de base appliquée entre janvier et juin, une somme supplémentaire de 1 000 € a été ajoutée à partir du mois de juillet, se traduisant directement dans les grilles salariales de l'entreprise.
- Le Syndicat démocratique des travailleurs des postes, télécommunications, médias et services (SINDETELCO) a fait état d'une étape importante en matière d'organisation interne et d'un taux de participation record: le 17 juillet 2026, des élections de délégués syndicaux ont eu lieu sur les plateformes logistiques postales de STEF Portugal, enregistrant le taux de participation le plus élevé de l'histoire de ces scrutins. Les structures représentatives ont été formellement validées au cours de la dernière semaine de juillet.



SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL SERVICIO POSTAL MEXICANO “CORREOS DE MÉXICO”

COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL



MAROC

- Manifestations de la CDT (Confédération démocratique du travail) : des employés du secteur postal ont pris une part active aux manifestations de juillet coordonnées par la CDT dans diverses régions du pays. Ces mobilisations dénonçaient la hausse généralisée du coût de la vie, le refus de revaloriser les barèmes de retraite au sein des entreprises publiques ainsi que les restrictions imposées aux libertés des grévistes.
- Le climat social au sein de Poste Maroc et de sa filiale financière, Al Barid Bank, a continué de se dégrader durant la seconde moitié du mois de juillet en raison de l'absence de dialogue de bonne foi : la fédération postale FNPL-UMT, soutenue à l'échelle internationale par la fédération UNI Global Union, a dénoncé le refus de la direction de l'entreprise publique d'ouvrir de véritables négociations salariales.

HONG KONG

- Une injection de fonds massive sous surveillance : La commission du développement économique du Conseil législatif a examiné une injection de capital de 4,6 milliards de dollars de Hong Kong (environ 587 millions de dollars américains). «...l'injection de liquidités proposée de 4,6 milliards de dollars de Hong Kong... destinée à la poste de Hong Kong visait à "gagner du temps" pour la réforme», a déclaré Bernard Chan Pak-li, secrétaire au Commerce par intérim. Les syndicats craignent que ce plan ne serve qu'à embellir les comptes avant la mise en œuvre de coupes drastiques.
- Résistance face à des mesures radicales: Les autorités ont affirmé rester «ouvertes» à diverses options, notamment la privatisation totale ou la transformation de l'agence en un service administratif classique assorti de mesures strictes ; des solutions rejetées par les syndicats en raison du risque imminent de licenciements collectifs. L'organisme a enregistré des pertes record de 821 millions de dollars de Hong Kong au cours du dernier exercice financier, sous l'effet d'une baisse annuelle de 7 % du volume de courrier traditionnel.

JAPON

- Impact des réglementations douanières américaines : Le syndicat des postes a suivi la stabilisation des emplois dans les centres d'expédition internationaux suite à la reprise des envois de marchandises vers les États-Unis. Cette relance a contraint les employés à utiliser des plateformes numériques pour le paiement des droits de douane avant le dédouanement, modifiant ainsi la charge de travail administratif dans les principaux bureaux de Japan Post.
- Suivi du salaire horaire minimum : À la fin de la quinzaine, le 28 juillet 2026, une commission du ministère du Travail a recommandé une augmentation de 5 % du salaire minimum moyen (55 yens). Le syndicat des postes surveille de près cette mesure afin de garantir que le personnel à temps partiel, très nombreux dans les bureaux de poste ruraux, bénéficie de l'ajustement correspondant au cours du prochain exercice financier.

AUSTRALIE

- «Une bataille pour notre survie»: Graham a averti que les quatre prochaines années seraient décisives et que l'activité postale devait être radicalement restructurée sous peine de périliter. L'entreprise a justifié cette position offensive par la concurrence féroce d'Amazon et des plateformes de l'économie collaborative, qui livrent des colis sept jours sur sept.
- Autorisation d'augmenter le prix des timbres: Le 28 juillet 2026, la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) a donné son feu vert à Australia Post pour augmenter le tarif des lettres ordinaires. L'entreprise a fait valoir auprès du régulateur que le volume de courrier était tombé à des niveaux inédits depuis la fin des années 1930, ce qui déstabilise les recettes et pèse sur les budgets consacrés aux salaires.

SOURCES:

People's World, Canadian Union of Postal Workers, Correos de Costa Rica, Diario de Sevilla, Union Global UNI, The Star, SNTCT, The Business Times, World Socialist Web Site

TAUX DE CHANGE:

1 EURO = 19.95 M/N
1 YEN = .11 M/N



CANADA POST



ÉLABORÉ PAR: ANGEL BARRIOS CUEVAS
SOUTIEN ADMINISTRATIF
SINDICATO NACIONAL DE TRABAJADORES DEL
SERVICIO POSTAL MEXICANO
“CORREOS DE MÉXICO”